



SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

**MISSION LOCALE
DE LA PICARDIE MARITIME**

**Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

Association Loi 1901

**Siège social : 82, rue Saint-Gilles
80100 ABBEVILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2020

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE DE LA MARITIME à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC 2018-06.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 27 Mai 2021

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT
Membre du Réseau Fiducial

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' and 'P' joined together.

François PINAULT

Comptes annuels



Mission Locale Picardie Maritime

Actif			Exercice au 31/12/2020			Exercice au 31/12/2019
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	4 992	4 992			
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	4 992	4 992			
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	324 716	44 341	280 374	293 363
		Inst.techniques, mat.out.industriels	423 380	257 709	165 670	202 208
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL	748 097	302 051	446 045	495 571		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	182		182	182	
	Prêts	16 409		16 409	16 409	
	Autres	4 839		4 839	4 589	
	TOTAL	21 430		21 430	21 180	
Total I		774 520	307 044	467 476	516 752	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				3 600
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	3 331 645	385 445	2 946 200	1 206 241
		TOTAL	3 331 645	385 445	2 946 200	1 209 841
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	142 718		142 718	551 829
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		28 556		28 556	35 841	
Total II		3 502 919	385 445	3 117 474	1 797 513	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		4 277 440	692 489	3 584 950	2 314 265	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Mission Locale Picardie Maritime

Passif		Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	52 279	52 279
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	444 338	463 392
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	11 140	-19 053
	Situation nette (sous-total)	507 758	496 618
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		507 758	496 618
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	118 958	282 216
Total II		118 958	282 216
Provisions	Provisions pour risques	184 350	184 350
	Provisions pour charges	61 000	
Total III		245 350	184 350
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	267 071	325 651
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 522	89 089
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	364 965	342 255
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		151 139
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	2 003 324	442 944
Total IV		2 712 883	1 351 081
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 584 950	2 314 265
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		1 199
	(2) Dont emprunts participatifs		

Mission Locale Picardie Maritime

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	257 684	257 500
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	4 400	3 600
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 025 728	2 400 698
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	252 401	420 342
	Utilisations des fonds dédiés	282 216	255 732
	Autres produits	7 336	27
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 829 766	3 337 902
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	372 058	703 412
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	133 567	135 427
	Salaires et traitements	1 250 743	1 334 455
	Charges sociales	430 150	490 681
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	52 758	49 408
	Dotations aux provisions	446 445	184 168
	Reports en fonds dédiés	118 958	282 216
	Autres charges	9 935	199 339
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 814 615	3 379 109
1. Résultat d'exploitation (I-II)		15 150	-41 206

Mission Locale Picardie Maritime

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	524	410
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	524	410
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 287	10 117
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	4 287	10 117
2. Résultat financier (III-IV)		-3 762	-9 707
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		11 388	-50 914
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		33 658
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		33 658
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	248	1 797
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	248	1 797
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-248	31 860
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 830 291	3 371 970
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 819 151	3 391 024
EXCÉDENT OU DÉFICIT		11 140	-19 053
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		23 000	
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		23 000	
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		23 000	
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		23 000	

Annexe 2020





KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Locale Picardie Maritime

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31/12/2020***

Avril 2021

Ce rapport contient 14 pages

Annexe de base Associations sans spécificités APG dons plus de 153 K€ 1 04
21.docx

Table des matières

1	Objet social	2
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
3	Principes et méthodes comptables	4
3.1	Principes généraux	4
3.1.1	Changement de méthode comptable	4
3.1.2	Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles.	4
3.1.3	Corrections d'erreurs	4
3.2	Actif immobilisé	5
3.2.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
3.2.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
3.3	Actif circulant	7
3.4	Fonds propres	9
3.5	Fonds reportés et dédiés	10
3.6	Provision pour charges d'entretiens	11
3.6.1	Engagements de retraite et avantages assimilés	11
3.7	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	12
3.7.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	12
3.8	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	13

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour but de créer et d'animer la Mission Locale créée en vertu des dispositions de l'ordonnance n°82 273 du 26 mars 1982, relative aux mesures destinées à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et de la loi du 19 décembre 1989.

La Mission Locale s'attache à mettre en œuvre tous les moyens pour apporter des réponses aux problèmes des jeunes, notamment les accueillir, les informer, les orienter et les aider à concevoir un projet d'insertion professionnelle ainsi que les accompagner dans sa mise en œuvre. Pour cela, la Mission Locale réunira les différentes institutions impliquées dans ces domaines d'accompagnement des jeunes afin qu'elles élaborent un projet global débouchant sur une complémentarité effective dans la mise en œuvre d'actions conjuguées.

Dans le cadre précis de dispositifs et/ou programmes particuliers (Plan local pour l'insertion l'insertion, Point d'Accueil Ecoute Jeunes,...) dont la Mission Locale a à assumer le portage juridique et financier et sans préjudice des dispositions prévues à l'article L.5314-2 du code du travail, elle peut mobiliser son offre de services au profit de tout autre public que le public cible constitutif de son cœur de métier.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

La première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

3.1.2 Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles.

Les conventions faisant apparaître des subventions pluriannuelles et postérieures au 31/12/20 font l'objet d'une comptabilisation à l'actif et au passif du bilan au 31/12/2020. Cette comptabilisation concerne les subventions suivantes :

A l'ACTIF : En autres créances

➤ CPO ETAT 2021	817 961 €
➤ CPO ETAT 2022	817 961 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2021	45 025 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2022	45 024 €

Soit pour un montant total de **1 725 971 €**

Au PASSIF : En Produits constatés d'avance

➤ CPO ETAT 2021	817 961 €
➤ CPO ETAT 2022	817 961 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2021	45 025 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2022	45 024 €

Soit pour un montant total de **1 725 971 €**

3.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges

3.2.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 992			4 992
Immobilisations corporelles	744 865	3 232		748 097
Immobilisations financières	21 180	250		21 430
Total	774 520	3 482		774 520

3.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 993			4 993
Immobilisations corporelles	249 293	52 759		302 052
Immobilisations financières				
Total	254 286	52 759		307 045

3.2.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	100 %			
Immobilisations corporelles	L	4 à 50 %	52 758		
Immobilisations financières					
Total			52 758		

3.3 Actif circulant

3.3.1.1 Autres créances

			Antérieur	2020	2021	2022
44170000	CPO ETAT	1 635 922			817 961	817 961
44171000	ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	90 049			45 025	45 024
44171100	SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE	370 023	370 023			
44171200	SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	38 165		38 165		
44171300	SUB. ASPIRE-KENT- //INTERREG VA /FEDER	48 760		48 760		
44171400	SUB SAC/PLIE//CONS. DÉPART. ORGANISEM INTER/FSE	30 000		30 000		
44171500	SUB.TREMPIN VERS L'EMPLOI //ETAT CGET/CABS/CDV	900		900		
44171600	SUB. EN FORME VERS L'EMPLOI// ETAT CGET/CABS/CDV	1 050		1 050		
44171700	SUB. ERASMUS+ EURYS 2018//AGENCE ERASMUS+/2018	13 183		13 183		
44171800	SUB. PLIE ACCOMP.PEC/ CUI TOS/CONSEIL RÉGIONAL HF	1 755		1 755		
44171900	SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE	6 100		6 100		
44172000	SUBV ML PAEJ FAJ/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	6 500		6 500		
44172100	SUB.ML PAEJ /ETAT CGET/ETAT DDCS/CABS/CDV	600		600		
44172200	SUB. ML BIEN DANS SA TETE/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	1 220		1 220		
44172300	SUB. ML MOB ZUS/ ETAT CGET/CABS/CDV	1 200		1 200		
44172400	SUB. ML UNE CHANCE A SAISIR/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	8 000		8 000		
44172500	ACE 2019/ANGC 2019 A RECEVOIR	10 000	10 000			
44172800	ASPIRE - 09-19 A 12-19 A RECEVOIR	36 822	36 822			
44172900	CONTRAT AIDE	792		792		
44173000	RESEAU CONTACT ENTREPRISES	189 750	32 500	70 800	86 450	
44173100	PLATEFORME MOBILITE 01-01-20 AU 31-12-20	2 000		2 000		
44173200	ERASMUS 2018 A REC	27 164	27 164			
44173300	PARCOURS IEJ 01.04.15-31.03.17	69 666	69 666			
44173400	IEJ 2019-2020	341 765	109 404	153 400	78 961	
44173500	LES INVISIBLES	24 669		24 669		
44173600	MISE A DISPO MEEF PERONNE	1 555		1 555		
44173800	PLATEFORME RH	38 122	38 122			
44173900	REGION MLPM 2019 A REC	113 277	113 277			
44174000	REGION PROJET PIA	133 246	133 246			
44174100	SAC 2019-2020	28 284		28 284		
44174200	STOP RSA 2018-2020	50 803	1 085	49 718		
		3 321 342	941 309	488 651	1 028 397	862 985

3.3.1.2 Dépréciations

Le détail et la justification des dépréciations sont les suivants :

		Dotations
44170000	CPO ETAT	
44171000	ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	
44171100	SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE	46 253
44171200	SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	
44171300	SUB. ASPIRE-KENT- //INTERREG VA /FEDER	
44171400	SUB SAC/PLIE//CONS. DÉPART. ORGANISEM INTER/FSE	
44171500	SUB.TREMPIN VERS L'EMPLOI //ETAT CGET/CABS/CDV	
44171600	SUB. EN FORME VERS L'EMPLOI// ETAT CGET/CABS/CDV	
44171700	SUB. ERASMUS+ EURYS 2018//AGENCE ERASMUS+/2018	
44171800	SUB. PLIE ACCOMP.PEC/ CUI TOS/CONSEIL RÉGIONAL HF	
44171900	SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE	2 135
44172000	SUBV ML PAEJ FAJ/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	
44172100	SUB.ML PAEJ /ETAT CGET/ETAT DDCS/CABS/CDV	
44172200	SUB. ML BIEN DANS SA TETE/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	
44172300	SUB. ML MOB ZUS/ ETAT CGET/CABS/CDV	
44172400	SUB. ML UNE CHANCE A SAISIR/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	
44172500	ACE 2019/ANGC 2019 A RECEVOIR	
44172800	ASPIRE - 09-19 A 12-19 A RECEVOIR	
44172900	CONTRAT AIDE	
44173000	RESEAU CONTACT ENTREPRISES	19 513
44173100	PLATEFORME MOBILITE 01-01-20 AU 31-12-20	
44173200	ERASMUS 2018 A REC	27 164
44173300	PARCOURS IEJ 01.04.15-31.03.17	69 666
44173400	IEJ 2019-2020	22 372
44173500	LES INVISIBLES	22 372
44173600	MISE A DISPO MEEF PERONNE	
44173800	PLATEFORME RH	9 654
44173900	REGION MLPM 2019 A REC	33 070
44174000	REGION PROJET PIA	133 246
44174100	SAC 2019-2020	
44174200	STOP RSA 2018-2020	
		385 445

3.3.1.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 28 556 € à la clôture de l'exercice.

3.4 *Fonds propres*

Tableau de suivi des fonds associatifs				
	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Apports sans droit de reprise	52 279	0	0	52 279
Autres réserves	463 392	0	19 053	444 339
Résultat de l'exercice	-19 053	19 053		0
Situation nette	496 618	19 053	19 053	496 618

)

3.5 **Fonds reportés et dédiés**

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.
Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation

Les engagements restant à réaliser sont :

	Dotations
SUB.TREMLIN VERS L'EMPLOI //ETAT CGET/CABS/CDV	2 708
SUB. EN FORME VERS L'EMPLOI// ETAT CGET/CABS/CDV	2 083
BAIE DE SOMME MOB QPV 2020	2 500
SUB. ML UNE CHANCE A SAISIR/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	1 667
CPO SUBVENTION EXCEPTIONNELLE GARANTIE JEUNES 2019	110 000
	118 958

Le Tableau de suivi des fonds dédiés se présente ainsi :

RESSOURCES				
	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
CPO SUB EXCEPTIONNELLE GJ 2019	147 855	37 855		110 000
EURYS 2018 ERASMUS+FONDS DEDIES	64 036	64 036		0
STOP RSA	20 794	20 794		0
FSE SUB IEJ 2019-2020	44 932	44 932		0
CLAUSE RCE 2019-2020	743	743		0
RCE 2019-2020	728	728		0
LES INVISIBLES 2019	3 128	3 128		0
SUB.TREMLIN VERS L'EMPLOI //ETAT CGET/CABS/CDV			2 708	2 708
SUB. EN FORME VERS L'EMPLOI// ETAT CGET/CABS/CDV			2 083	2 083
BAIE DE SOMME MOB QPV 2020			2 500	2 500
SUB. ML UNE CHANCE A SAISIR/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL			1 667	1 667
	282 216	172 216	8 958	118 958

3.6 *Provision pour charges d'entretiens*

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour charges			61 000				
Total			61 000				

Suivant délibération du conseil d'administration du 11 février 2020, des travaux d'entretiens relatifs aux portes d'accès des locaux du bâtiment 7 sont nécessaires. Le conseil d'administration a étudié la proposition commerciale d'une entreprise dont le montant s'élève à 60 673 € TTC.

Le Conseil d'administration a voté à l'unanimité le remplacement mais souhaite bénéficier d'autres propositions commerciales.

Au 31/12/2020, il est constaté une provision pour charge d'entretiens de 61 000 €. Les travaux d'entretiens devraient se réaliser sur le second semestre 2021.

3.6.1 *Engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		166 356	166 356

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.77 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %

3.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

3.7.1.1.1 Mise à disposition de locaux ou de matériel

Une mise à disposition des locaux gratuite a été constatée pour une valeur de 23 000 €. La méthode d'évaluation retenue est la suivante :

Superficie : 190 m²

Prix mensuel au m² : 10 €

Soit un montant mensuel de 1 900 €

Soit un montant annuel de 22 800 €, arrondi à **23 000 €**

3.7.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

Par courrier du 22 juin 2016, la directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831.89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait une notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518.23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de La Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risques a été constituée en conséquence.

Aucune évolution significative n'étant intervenue au cours de l'exercice 2020, la provision constituée a été laissée inchangée.

3.8 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à **164 495 €** en **2020**.